

FLN

La feuille de route de Djamel Ould Abbès

Le tout nouveau secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, a choisi, comme première sortie publique, une visite où les symboles dominent : celle de la maison où s'est tenue, le 23 octobre 1954, la réunion des six historiques qui avaient décidé du déclenchement de la Révolution pour le 1^{er} novembre en même temps que de la création du FLN.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «C'est ici, dans cette même maison, qu'est né le FLN, que s'est décidé le déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre et qu'est née l'Algérie moderne», dira le nouveau patron du parti majoritaire qui était accompagné, au cours de sa visite, hier dimanche, par les membres du bureau politique.

Ould Abbès demandera, ensuite, officiellement aux propriétaires du domicile en question, sis à la commune de Raïs-Hamidou, à Alger, de mettre ce lieu historique à la disposition de la nation, «pour en faire un musée et, en échange, nous allons demander au Premier ministre de prendre en charge votre relogement», précisera-t-il. Il faut dire que le hasard a fait que le premier jour de Djamel Ould Abbès comme SG du FLN coïnci-

dait avec cette date historique du 23 octobre. Ceci pour les symboles.

Au plan politique, le nouveau dirigeant du FLN a tenu à réitérer son appel, lancé la veille, samedi, le jour même de son élection, en direction des «redresseurs» et des «contestataires». Il apparaît d'emblée que cette question, celle de «recoller» les morceaux du premier parti du pouvoir, soit le premier chantier et le premier point inscrit sur la feuille de route que Bouteflika a confiée au successeur de Ammar Saâdani. «Je tiens à réitérer mon appel à l'ensemble des anciens membres et dirigeants du parti pour réintégrer la maison FLN. Les portes du parti sont grandes ouvertes à tous, toutes générations confondues, à la seule et unique condition, celle de soutenir le programme du Président Abdelaziz



Djamel Ould Abbès, nouveau secrétaire général du FLN.

Bouteflika», dira Djamel Ould Abbès qui ira même jusqu'à ajouter : «Ils peuvent intégrer les structures du parti et même postuler à la candidature pour les prochaines échéances électorales.»

Un discours d'apaisement en fait, radicalement opposé aux déclarations provocatrices que multipliait Ammar Saâdani envers tous les redresseurs et contestataires de la direction du FLN.

L'ancien parti unique, qui est redevenu la première force politique sous Abdelaziz Bouteflika, a connu, en parallèle, plusieurs secousses. Une vieille tradition chez le vieux parti mais qui s'est accentuée depuis l'ouverture au multipartisme. Il y a eu, notamment, le «coup d'Etat scientifique» contre Abdelhamid Mehri en 1996, le «mouvement de redressement» contre Ali Benflis en 2003, puis contre Abdelaziz

Belkhadem entre 2009 et 2013 et, enfin, Ammar Saâdani, depuis 2013. Autant de séismes qui, nécessairement, laisseront, à chaque fois, des traces.

A la veille d'échéances électorales cruciales, celles de 2017 et de 2019, le pouvoir semble décidé à remettre de l'ordre au sein de sa première machine politique pour ne prendre aucun risque inutile. D'où la mise à l'écart du très contesté Saâdani et son remplacement par un proche du premier cercle de Abdelaziz Bouteflika qui a, en outre, l'avantage de bien connaître «la boîte». Il semble bien que la priorité immédiate du nouveau secrétaire général soit de pouvoir préparer un FLN unifié pour l'automne 2017, déjà. A en croire une source sûre, Djamel Ould Abbès, qui ne compte pas «révolutionner» son cabinet pour le moment, convoquera la première réunion du bureau politique du parti pour après-demain mercredi, à huis clos, avec un ordre du jour bien précis : celui de répartir les tâches sur tous les membres de la direction nationale en vue des prochaines élections.

K. A.

CHANGEMENT À LA TÊTE DU FLN

Quelle incidence sur le frère ennemi, le RND ?

Le changement opéré à la tête du FLN, avec la «démission», avant-hier samedi, de Saâdani et l'arrivée de Ould-Abbès, sera-t-il profitable au frère ennemi, le RND, en perspective notamment des prochaines élections législatives ou, au contraire, le desservira-t-il ?

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Pour plus d'un observateur de la scène politique nationale, et au-delà de l'aspect «sanction» conféré à cette «démission», le désormais ex-secrétaire général du FLN ayant été «loin» dans ses diatribes, ce départ de Ammar Saâdani aura pour effet «collatéral» de «ressouder» peut-être les rangs du vieux front. Un FLN en butte à un mouvement de contestation mené par des ténors de l'ex-parti unique qui n'a jamais reconnu la légalité de l'ex-président de l'APN comme secrétaire général du parti. Et d'ailleurs, Djamel Ould-Abbès, qui a pris le relais de Saâdani, n'a pas manqué de tendre la main à tout ce beau monde à rejoindre le parti, sa feuille de route étant l'unification des rangs du parti en vue notamment des prochaines échéances électorales à l'occasion desquelles il est escompté conforter la place de première force politique. «Les portes du parti sont ouvertes à tout le monde et particulièrement aux anciens», a notamment soutenu l'actuel vice-président du Sénat et ancien ministre.

Ce qui pourrait constituer une «menace» pour le RND dont la direction nourrit le rêve fou, même si elle fait preuve de retenue à le déclamer publiquement, de faire «jeu égal» avec le frère aîné lors des prochaines joutes électorales et, pourquoi pas, lui disputer la suprématie.

Surtout, comme doit le supposer plus d'un, le rassemblement a retrouvé toute «sa force d'attaque» et sa «verve» avec le retour aux affaires du parti de Ahmed

Ouyahia. Et ce revirement de situation au FLN est de nature à chambouler cette «perspective prometteuse» chez le RND dont la situation, à prêter oreille attentive aux porteurs du mouvement de redressement, n'est pas aussi reluisante qu'il paraît.

En effet, pour Nouria Hafsi, l'une des figures de cette mouvance contestataire

de Ahmed Ouyahia, «Il faudrait que la situation au RND soit meilleure que celle prévalant au FLN pour que ce changement lui profite». Ce qui n'est pas le cas, regrette notre interlocutrice qui s'inscrit en faux contre ce que professe Ouyahia, selon lequel le «RND se porte bien et que ses militants sont disciplinés».

Et d'accuser le secrétaire général du

parti d'avoir opéré une véritable purge dans les structures du parti pour avoir, selon elle, vidé le RND pour mettre un nouvel RND, promettant une réaction pour bientôt. «Nous n'allons pas nous taire, nous allons bientôt agir de concert avec la base et la récréation est terminée», soutiendra Hafsi, qui n'a pas souhaité s'étaler sur la forme de cette contestation proje-

GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Benghabrit lance son plan Orsec

La ministre de l'Éducation nationale lance un plan Orsec dans son secteur. Ce plan sera déclenché durant les périodes de grève. Dorénavant, pendant les jours de débrayage, les élèves resteront dans les établissements scolaires. Les directeurs des établissements sont désormais dans l'obligation de proposer des activités aux élèves, culturelles ou autres pour assurer la continuité de l'enseignement et du travail.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La ministre de l'Éducation qui intervenait hier en marge d'une journée d'information sur la plateforme numérique nationale de recrutement des enseignants a expliqué que son département a pris des mesures pour ne pas pénaliser les élèves durant les jours de grève des enseignants.

Benghabrit a souligné qu'un protocole de mesures a été préparé et il est en phase d'enrichissement pour assurer la continuité du travail. Ce dernier vise, dit-elle, à assurer le droit à l'enseignement et la protection de l'enfant. «Nous

allons lancer une sorte de plan Orsec comme cela se fait dans les autres secteurs pour répondre aux moments de catastrophe. Les parents d'élèves s'inquiètent de voir leurs enfants dans la rue à chaque fois qu'il y a une grève et c'est pourquoi nous avons pris un certain nombre de mesures pour parer à cette situation. Nous ne voulons pas que ces jours de débrayage soient des jours perdus et nous avons décidé d'exploiter ces journées et ce temps pour élargir la culture des élèves en organisant des conférences sur l'histoire, des journées d'informations, des visites gui-

dées, des activités culturelles ou tenir des séances de révision...», a indiqué la ministre de l'Éducation qui assure, cependant, que le but n'étant pas de remplacer l'enseignant gréviste. A propos de la grève qui touchera, d'ailleurs, le secteur de l'éducation demain et après-demain, dans le cadre du mouvement de l'Intersyndicale, Benghabrit a rappelé que les revendications soulevées ne dépendent pas de son secteur et que la loi sera appliquée pour procéder aux ponctions sur les salaires des grévistes. Toutefois, dit-elle, au sujet de la retraite, il n'y a pas de bouleversements dans le nouveau projet de loi, et «l'unique changement c'est de revenir à la norme».

Lors de sa précédente réunion avec le partenaire social, la ministre leur a expliqué que le calcul de la retraite se fait toujours sur la base des cinq dernières années d'activité et que la prime de rende-

ment est également introduite.

Par ailleurs, la ministre de l'Éducation a rappelé que la plateforme numérique de recrutement lancée dans le secteur, lors du dernier recrutement des enseignants depuis juillet passé, est une expérience première du genre. C'est un travail d'une année, dit-elle, pour assurer la transparence, l'équité et le recrutement par mérite.

D'ailleurs, se félicite la première responsable du secteur : «Nous n'avons reçu aucun recours au niveau du ministère concernant le concours du mois d'avril dernier.»

Selon elle, le secteur dispose actuellement, grâce à cette plateforme, d'un réservoir. En 2016, le secteur de l'éducation a recruté plus de 63 000 enseignants. Et il ne compte actuellement que 4 498 enseignants contractuels enregistrant une baisse de 90% par rapport aux années précédentes.

S. A.